



# LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE EN CONTEXTE COLONIAL BELGE RÉVÉLÉS PAR LA PRÉSENCE D'ENFANTS « NI NOIRS, NI BLANCS »

Assumani BUDAGWA

Auteur, co-fondateur d' 'Espérance Revivre au Congo asbl'

La 'race', et plus précisément la hiérarchie arbitraire des races, constitue aux côtés de l'administration, des missions catholiques et des milieux d'affaire, le quatrième pilier de l'édifice colonial belge.

Clé de voûte de la plupart des régimes coloniaux, mais particulièrement du régime colonial belge, la hiérarchisation raciale se structure, en effet, dès la reprise du Congo par la Belgique.

Les rapports sociaux de sexe et les rapports sociaux dans leur ensemble ont été marqués par cette hiérarchisation des races, faisant subir aux femmes noires une domination à la fois masculine et raciste.

Plusieurs approches permettent de questionner ces rapports sociaux de sexe dans leur rationalité et irrationalité, et je trouve judicieux de s'interroger sur ces rapports également à la lumière des conséquences subies par les enfants métissés.

## DEUXIÈME PARTIE

### L'OFFENSIVE CONTRE LE MÉTISAGE

Joseph Pholien est vite relayé par une véritable offensive contre les unions entre Blancs et Noires appréhendées uniquement sous la forme du concubinage, et non pas sous la forme d'unions consacrées par la coutume du peuple hôte. Le Père Arthur Vermeersch écrit en 1914 : « À prendre une concubine noire, on subit une défaite. Quelques prétextes sont ajoutés pour colorer la capitulation. Pour la colorer, mais de quelles couleurs ! N'est-ce pas une honte d'accepter la prévarication pour des avantages temporels ? On ne transige pas avec le devoir. L'honneur chrétien est un honneur militaire : il nous dit de mourir, plutôt que nous rendre à l'ennemi ».

Ce que le Père Arthur ne dit pas, c'est que l'ennemi, la concubine noire, est une jeune

filles à peine âgées de 12 à 13 ans, un âge qui se mesure souvent à la géométrie de la poitrine ou au contour du bassin. Une caution scientifique belge est aussi requise. Elle sera apportée par Pierre Nolf, professeur d'Université et ministre. Nolf écrit en 1930 : « *Un mulâtre est le dépositaire de caractères blancs et de caractères noirs juxtaposés mais entre lesquels aucune fusion ne s'opère. À aucun moment de son existence individuelle, les chromosomes paternels ne contractent avec les maternels d'autres rapports que ceux de voisinage* ». Et encore : « *Ma conviction intime, puisée à l'étude des lois de l'hérédité, est qu'il importe de décourager, voire d'empêcher par tous les moyens utilisables, les mariages entre Blancs et Noirs au Congo ou en ce pays. Ces unions ne sont généralement pas heureuses pour ceux qui les contractent ; elles produisent des Métis qui, n'étant d'aucune des deux races, forment un élément social instable et mécontent. Elles sont une grave menace pour l'avenir de la race blanche, qui ne restera capable de remplir la mission civilisatrice qu'à la condition de préserver la qualité de son sang* ».

Dès 1932, fut créée l'œuvre de Protection des Mulâtres dont le but inavoué était de se protéger de la grave menace pour l'avenir de la race blanche. Cette œuvre organisera un congrès international en marge de l'Exposition universelle de Bruxelles de 1935 dont le titre est sans équivoque : « **Congrès pour l'étude des problèmes résultant du mélange des races** ». Il révélait clairement que l'État colonial belge devait prendre conscience que les Métis représentaient un problème et qu'il était impératif d'y apporter des solutions. En ouverture du Congrès, Paul Crockaert, ancien ministre des colonies et président de l'œuvre de Protection des Mulâtres, reprit les arguments avancés précédemment par les scientifiques, les juristes et les religieux, rappelant que « **sans doute aucune race n'est probablement pure** », mais soulignant néanmoins que les différences de couleur de la peau, des cheveux s'étendaient « **aux aptitudes intellectuelles et aux qualités morales** ». Certes, le peuple civilisateur se devait d'être bon et généreux envers le peuple civilisé, mais la sagesse et la vertu exigeaient

de « **se garder du métissage, le décourager, voire l'empêcher par tous les moyens efficaces** ». Il poursuit : « **La vertu enseigne qu'il y a lieu d'éviter la tentation d'unions mal assorties parce que leurs descendants pâtiront d'une composition indésirable du sang et d'un mélange non moins indésirable des caractères ethniques. L'avenir de la race blanche en Afrique et le respect de la race noire sont à ce prix.** » Beaucoup plus radicaux encore furent les propos tenus, lors de ce même congrès, par le fasciste et antisémite Robert Ketels, fondateur de la maison d'édition « Le racisme paneuropéen » située à Bruxelles. Selon lui, « **Pour le racisme, le mulâtre est un monstre et tout ce qui contribue à le produire est une monstruosité, non seulement la conjoncture, mais surtout l'idéologie ambiante, complice ou cause directe. Le métissage est pour la race une cause de régression et de désagrégation** » Mais de ce Congrès on retiendra essentiellement trois propositions avancées sur lesquelles le gouvernement belge devrait se prononcer : **la transplantation des Métis en Europe dans le pays du père, le refoulement en milieu indigène, la formation d'une caste à part au sein des colonies.**

## UNE AFFAIRE D'ÉTAT

Par sa double casquette d'homme d'État et de président d'une œuvre de charité dédiée aux Métis, l'intervention de Paul Croeckart hissait la problématique au rang d'une affaire d'État et comme telle, elle fut tour à tour débattue au sein de la Commission Permanente pour la Protection des Indigènes ou CPPI, du Conseil Colonial, de la Conférence des évêques, des Conseils du Gouvernement Général ou Provincial et plus particulièrement de deux commissions ministérielles spécialement créées pour étudier cette épineuse question et proposer des solutions ou des attitudes à adopter. L'une des résolutions proposées par la commission ministérielle de 1938-1939 considérait que « **le Gouvernement ne devait favoriser d'aucune manière l'envoi des mulâtres en Belgique** », c'est-à-dire le pays du père ; d'autre part, « **il fallait faire prévaloir l'intérêt des mulâtres sur les droits de la mère de telle sorte que la seule mauvaise volonté de celle-ci ne puisse mettre obstacle aux mesures que l'intérêt de l'enfant commande** ».

## QUELQUES CONSÉQUENCES

Parmi les conséquences de cette offensive contre le métissage et les Métis, il faut mentionner l'indifférence juridique, la ségréga-

tion scolaire et le transfert vers la Belgique opéré en pleine tourmente des Métis encore retenus dans des orphelinats comme ceux de Savé au Rwanda et de Ndoluma au Nord-Kivu.

## L'indifférence juridique

Les Métis étant considérés comme une menace au prestige racial et comme un danger pour la pérennité des intérêts coloniaux, et devant l'impossibilité de les éradiquer, la question de leur statut juridique a eu des conséquences dramatiques. Il importe de souligner que certains juristes exprimèrent leur stupéfaction devant le fait que « **Les lois de la colonie du Congo belge** » étaient « **muettes sur le statut des mulâtres** ». C'est ce que constate Paul Salkin en 1920, qui préconise qu'en raison de la « **dignité de la race blanche** », on leur octroie un statut qui les distingue des indigènes », qu'on les regroupe dans des agglomérations qui leur soient réservées et qu'on favorise entre eux des inter-mariages. Près de 40 ans plus tard, les choses n'ont pas avancé d'un pouce comme le constatait en 1959, un autre juriste, Jean-Paul Paulus, qui écrivait que « **le statut des mulâtres [était] très difficile à déterminer juridiquement parce que la loi n'en parle pas** ». Et de recommander pour sa part qu'on fasse « **entrer le mulâtre dans une des trois catégories fondamentales : belges, congolais, étrangers** ». Mais comment légiférer sur un phénomène que n'avait pas prévu le droit colonial et plus précisément l'auteur de la charte coloniale du 18 octobre 1908 qui avait voulu, dit-on, « **maintenir les privilèges de naissance et de race en vue d'assurer la suprématie des Blancs sur les Noirs et les rendre ainsi à même d'exercer le rôle civilisateur qui leur était assigné.** » Pour renforcer l'impasse juridique, les pouvoirs publics n'encourageaient pas la reconnaissance de paternité, et moins encore les obligations alimentaires, qui furent cependant brandies pour effrayer les Blancs et les décourager de s'inscrire dans des unions mixtes.

## La ségrégation scolaire

Bien qu'aucune loi de ségrégation raciale n'ait été promulguée par l'État belge, les Métis n'étaient pas admis dans les écoles des enfants blancs. La plupart des enfants métis furent donc instruits dans les établissements pour indigènes gérés par divers ordres religieux. Devant leur nombre croissant, on décida dès 1911 qu'il fallait construire des établissements scolaires qui leur soient réservés, mais ce n'est qu'en 1944 que virent le jour les établissements de Lusambo pour les filles et

de Kabinda pour les garçons reconnus et élevés à l'européenne. Il faudra attendre 1948, non sans une farouche opposition de parents blancs et même de la très respectable « Ligue des Familles », pour que les Métis reconnus soient admis dans les établissements pour enfants blancs, après avoir passé un examen médical et avoir prouvé qu'ils avaient reçu une éducation à l'européenne. Les Métis non reconnus y furent quant à eux admis en 1952, en même temps que les enfants noirs dont les parents étaient porteurs de la carte de mérite civique, ce, après une sélection très sévère et d'éventuelles mises en garde.

## Le transfert vers la Belgique

Malgré le refus catégorique par le Gouvernement de favoriser l'envoi des Métis en Belgique (même lorsqu'ils avaient été reconnus par leurs géniteurs blancs), le transfert vers la Belgique des enfants confinés à Savé au Rwanda, s'est opéré entre 1959 et 1961. Il constitue une illustration des limites d'une politique qui a conduit à des impasses et d'un État qui s'est trompé d'ennemi. Il aura fallu l'empathie, le dynamisme, la détermination, le pragmatisme d'une religieuse (Sœur Lutgardis - Marie Irma Derycke), pour qu'en l'espace de quelques mois, plusieurs centaines de Métis soient transférés en Belgique, afin d'y être accueillis ou adoptés (on dirait aujourd'hui en toute illégalité). Au passage, on aura disloqué des fratries, menti sur les origines, nié l'existence d'une mère africaine, falsifié les noms, les dates et lieux de naissance. Des difficultés d'insertion ont pesé sur le devenir de ces jeunes; certains ont forgé leur avenir par résilience ou avec le soutien de leurs familles d'accueil. Tous n'y sont pas parvenus. Plusieurs se battent aujourd'hui encore pour que cette page d'histoire coloniale soit connue, reconnue et même enseignée. ■